

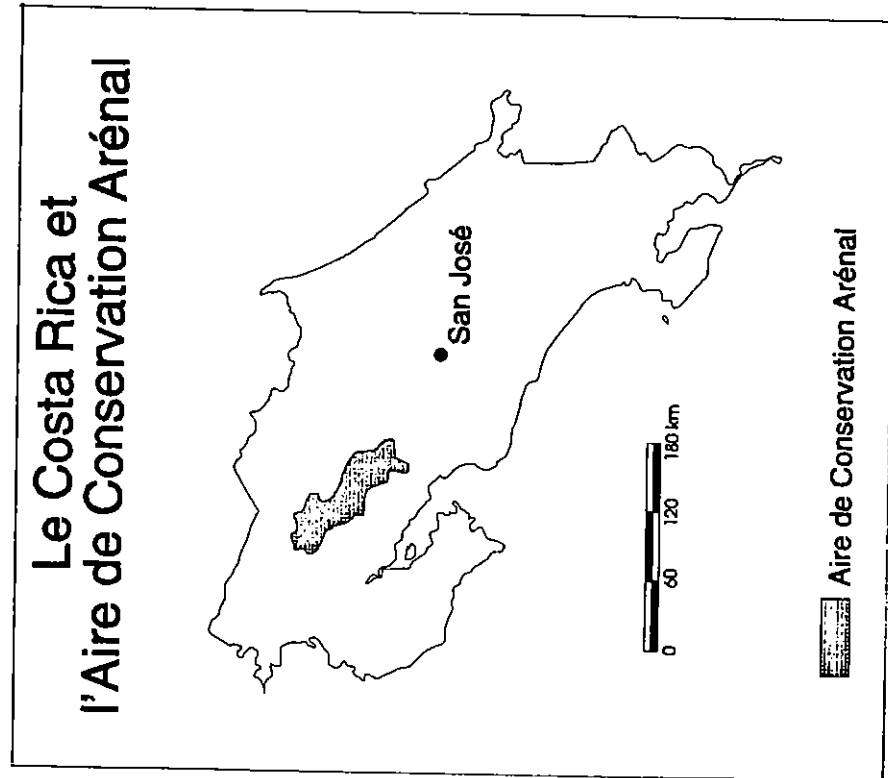
## Développement local viable: le projet Arenal et la participation des communautés rurales costaricaines

Christiane Gagnon  
Stéphan McLaughlin  
Université du Québec à Chicoutimi

Qu'il s'agisse de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement<sup>1</sup>, de l'Agenda 21 (Rio, 1992) ou de la communauté des chercheurs dans le champ du développement local<sup>2</sup>, tous ont reconnu l'importance de la participation des communautés locales dans l'émergence d'un modèle de développement dit durable ou viable<sup>3</sup>. C'est pourquoi, lors d'un séjour d'étude au Costa Rica, nos observations ont été guidées par la question générale suivante<sup>4</sup>: y a-t-il intégration ou non, c'est-à-dire participation active des communautés locales costaricaines à la mise en place de stratégies de développement local viable?

D'entrée de jeu, précisons qu'il s'agit d'une recherche exploratoire où, par conséquent, la cueillette des données empiriques a été limitée. L'objectif poursuivi vise à documenter les avenues expérimentées par des communautés rurales pour assurer leur avenir, dans le contexte d'un projet de coopération internationale. Il s'agit du projet Arenal, projet financé et dirigé par cinq partenaires: l'ACDI (Canada)<sup>5</sup>, le World Wildlife Fund (WWF) (États-Unis) et le MIRENEM (Costa Rica)<sup>6</sup>, le MIDEPLAN et le Fonds de Contrevaletur Costa Rica-Canada. Ce projet regroupe une vingtaine de districts microrégionaux (il ne s'agit évidemment pas de districts industriels à la Lipietz!). Parmi ces derniers, le district de Bijagua

Carte 1



a retenu notre attention, en tant que secteur désigné prioritaire par la direction du projet.

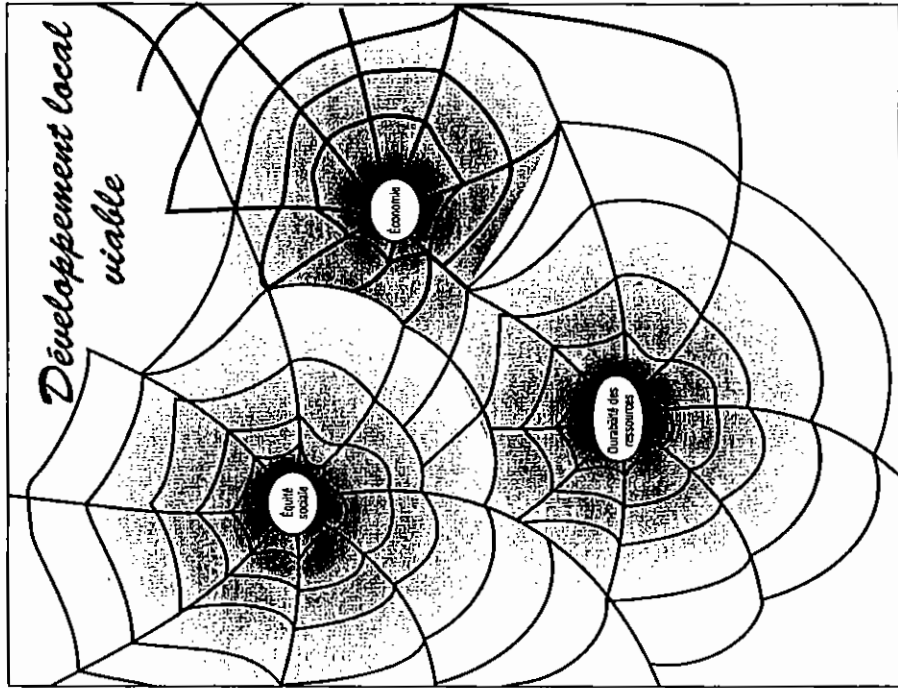
En guise d'introduction, nous évoquerons rapidement les composantes de ce paradigme; suivrons les aspects généraux de la problématique socioenvironnementale au Costa Rica<sup>7</sup>. Le coeur du texte expose les objectifs du projet Arenal, les caractéristiques sociospatiales du district à l'étude et les initiatives de développement viable mises sur pied par la communauté de Bijagua. En conclusion, nous dégagerons quelques pistes d'interprétation sur l'étude de cas et, de façon plus globale, sur les enjeux et la portée de l'intégration des populations locales, eu égard au paradigme de développement local viable.

### Le développement viable: un paradigme intégrateur

Ce n'est nullement notre intention de faire état des diverses tendances qui animent le développement viable. Certes, ce paradigme est encore en pleine ébullition et c'est tant mieux, car il conserve son potentiel de créativité! Par ailleurs, il sert plus d'une fois à légitimer un discours, le plus souvent politique ou idéologique, et même à occulter des situations insoutenables. Si l'opérationnalisation et les résultats concrets d'un changement de paradigme semblent se faire attendre pour plus d'un acteur social<sup>8</sup>, des tentatives et des pratiques s'amorcent, ici comme ailleurs, aux échelles microlocale ou urbaine<sup>9</sup>. Force est de constater que ce modèle émergent devient une référence obligée: d'un statut de cause sociale initialement portée par les mouvements écologiste et tiers-mondiste, il s'impose dans nombre de stratégies organisationnelles (entreprises, banques, institutions) et dans les politiques gouvernementales<sup>10</sup>.

Sous un angle théorique, notons que le modèle de développement viable distingue trois sphères d'activités interactives: l'économie, l'environnement durable et l'équité sociale. Vu l'interdépendance très étroite des sphères et des flux qui structurent ce modèle, nous l'avons illustré sous forme d'un ensemble réticulaire, comparable prosaïquement à une toile

Figure 4



d'araignée. Si l'ensemble des flux, notamment entre équité sociale et qualité de l'environnement, n'est pas encore très bien connu<sup>11</sup>, il a été largement démontré qu'une distribution inéquitable de la richesse entraîne une dégradation constante de l'environnement. Par voie de conséquence, cette dégradation a un impact sur l'activité économique. Autrement dit: il ne peut y avoir de durabilité des ressources sans la satisfaction des besoins fondamentaux des individus, des populations et vice-versa. Quant aux liens entre qualité de l'environnement et économie, qu'il suffise d'évoquer la situation dramatique des communautés de pêcheurs, aujourd'hui aux prises avec une baisse des stocks de poissons et à une réorientation de leurs activités.

Cela dit, revenons à notre question de départ, soit l'intégration des communautés locales à la mise en place d'un processus de développement local viable. Il n'y a évidemment pas de normes établissant les conditions de cette intégration. Cependant, tant au Sud qu'au Nord, elle peut se traduire par une participation active des communautés à la prise de décision dans la planification et la gestion du territoire, bref par une maîtrise sociale du territoire accompagnée d'une politique nationale de redistribution de la richesse. Or, comme on le sait, les détenteurs de pouvoir cherchent plutôt à le renforcer qu'à le partager. Malgré tout, nous croyons que l'exclusion sociospatiale et les écarts sociaux grandissants - entre les riches et les pauvres, entre les groupes, entre les régions, etc. - conduisent à un repositionnement des forces sociales, favorisant ainsi une marge de manoeuvre potentielle pour les communautés locales<sup>12</sup>. La promotion d'une équité sociale tout comme celle de la prise en charge par les populations locales de leur devenir ou encore le combat contre la pauvreté, par des organismes tels que la Banque Mondiale, ne relèvent pas tant d'un humanisme désintéressé, mais possiblement des nouvelles conditions de production, voire de croissance<sup>13</sup>. Quoi qu'il en soit, la maîtrise sociale du territoire, au-delà d'une participation du local, passe par la mise en oeuvre de stratégies de réhabilitation ou de redéveloppement des ressources par l'ensemble de la communauté avec l'appui des gouvernements. Ces stratégies apparaissent du moins comme un défi majeur pour le développement local viable au Costa Rica.

## La problématique socioenvironnementale au Costa Rica

Dans un document intitulé, *Estrategia de Conservacion para el Desarrollo Sostenible de Costa Rica*<sup>14</sup>, les auteurs définissent les principes généraux qui doivent orienter la réalisation d'une stratégie intégrant la conservation environnementale et le processus de développement. De ces 9 principes, retenons en 4, eu égard à notre question générale:

- favoriser la participation publique, la concertation sociale et maintenir le respect des droits humains;
- prendre en compte les particularités et les différences régionales et locales dans la réalisation des projets;
- atteindre une régionalisation efficace, dotant les municipalités de capacités dans la prise de décision au niveau local et régional;
- renforcer les valeurs et une éthique qui promeuvent les responsabilités individuelles et collectives en vue d'un développement soutenable prenant en compte la nécessité d'agir au niveau local, de penser au niveau national, et de rêver au niveau mondial<sup>15</sup>.

Les principes et les objectifs de cette stratégie visent avant tout à contrer une menace lourde pour le développement présent et futur du Costa Rica, à savoir la détérioration des ressources naturelles et de leur biodiversité, d'autant que la pression sur ces ressources augmente continuellement. Cette pression est principalement due à l'augmentation rapide de la population: de 1950 à 1990, la population a triplé, passant de 1 à 3 millions d'habitants.

Cette explosion démographique, dans un pays relativement petit (51 000 km<sup>2</sup>, l'équivalent de la Nouvelle-Écosse), est sans aucun doute un des facteurs expliquant un des problèmes environnementaux majeurs du Costa Rica, soit celui de la déforestation, problème, par ailleurs, auquel entend s'attaquer le projet Arenal. En effet, en 50 ans, le pays a perdu 55% de son

couvert forestier. Aujourd'hui, les 25% restants ont été déclarés parcs ou aires protégées nationales. La déforestation est directement liée à un autre problème socioenvironnemental important: alors que la population atteindra près de 6 millions d'habitants en l'an 2000, le potentiel des terres arables aura, lui, atteint ses limites. Ce qui amplifie les pressions sur les aires protégées. La détérioration des bassins hydrographiques, l'utilisation excessive des pesticides, la disposition et le traitement des déchets, la contamination fluviale et côtière, la concentration de population dans l'aire métropolitaine étendue de San José et les divers problèmes de pollution qui s'y rattachent, ainsi que la demande grandissante d'eau potable, d'énergie électrique, de pétrole contribuent à hypothéquer le bilan environnemental du pays. À ce bilan, ECODES note une situation sociale et économique détériorée, caractérisée par une augmentation de la dette extérieure, un phénomène d'exclusion sociale et une augmentation de l'écart entre les riches et les pauvres<sup>16</sup>.

À partir de ces constats, ECODES a défini une stratégie institutionnelle, spécifique au Costa Rica, cherchant à réunifier le bien-être humain, la conservation environnementale et la planification sectorielle nationale. Cette stratégie, option dite vitale pour le XX<sup>e</sup> siècle, s'inscrit dans un modèle de développement juste, participatif et soutenable. La volonté d'un certain nombre d'acteurs de vouloir apporter un changement qualitatif, découle, selon ECODES, de la crise du modèle d'industrialisation, de l'intensification de l'agriculture d'exportation, de l'aménagement intensif des ressources hydrauliques pour des fins d'exportation et de la demande pour un tourisme vert exigeant des espaces «naturels»<sup>17</sup>.

Par ailleurs, la participation des communautés à la prise de décision concernant l'usage des ressources territoriales a été identifiée comme un objectif clé de ce changement, du moins pour certains chercheurs. Selon une récente étude effectuée par l'Université nationale et par l'Organisation pour les études tropicales, cette participation à l'échelle locale demeure une contribution fondamentale à un nouveau mode de développement. Plus de onze projets ont expérimenté des lieux et formes de participation axés sur la communication informelle, le savoir populaire et

la prise en charge<sup>18</sup>. Cette valorisation de la participation est par ailleurs au coeur du projet de coopération internationale Arenal.

### **Le projet de conservation et développement Arenal**

Ces dernières années, afin d'harmoniser le développement local à la protection des milieux naturels, le MIRENEM a instauré le Système national des aires de conservations du Costa Rica (SINAC). Actuellement, le Costa Rica compte sept aires de conservation. Ces aires de conservation n'ont toutefois pas de reconnaissance au niveau légal. Certaines de ces aires peuvent compter sur des projets de financement et de collaboration internationaux. Le Canada, la Suède, les Pays-Bas<sup>19</sup>, le WWF et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) sont présents. Depuis octobre 1991, le projet de conservation et développement Arenal se réalise sur l'ensemble du territoire de l'aire de conservation Arenal (ACA).

S'étendant sur 200 000 ha, l'ACA se compose des aires protégées suivantes: le parc national de l'Arenal, la réserve forestière du volcan Arenal, les zones protégées Miravalles, Ténorio, Arenal-Monteverde, San Ramon ainsi que le refuge national de faune sauvage Penas Blancas. En plus de son vaste potentiel de biodiversité et de ressources naturelles, cette aire constitue la principale source d'alimentation en eau pour les projets hydroélectriques de l'Institut électrique du Costa Rica (ICE) ainsi que le projet d'irrigation Arenal-Tempisque, ce qui en fait aussi une région économique névralgique pour le pays.

Le projet Arenal a d'abord élaboré un plan d'action, à partir d'une planification stratégique, dont les objectifs<sup>20</sup> sont: la promotion du développement économique soutenable des ressources naturelles, l'implantation de projets et programmes à caractère écologique ainsi que la consolidation d'un support institutionnel de la part des organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux pour les quelque 120 communautés sises dans l'aire, notamment pour les douze communautés stratégiques choisies. Les priorités du projet vont de l'utilisation des terres pour

l'agriculture d'autosubsistance à l'exploitation de la forêt ainsi que l'utilisation de l'eau et de l'énergie. De plus, le projet tente de régulariser la situation de plusieurs agriculteurs<sup>21</sup>, de diversifier l'économie, d'enrayer les problèmes de dégradation et de sédimentation dans le nord est de la zone, et enfin d'assurer un contrôle par des suggestions de zonage adéquat, ce qui devrait permettre d'absorber les impacts du flot croissant de touristes<sup>22</sup>. Différents groupes bénéficient directement des activités et du financement du projet Arenal. Il s'agit des petits fermiers (parceleros), des organisations communautaires<sup>23</sup> ainsi que les professionnels travaillant pour le projet Arenal et l'ACA.

### **Le coeur du projet Arenal: quatre programmes d'opérationnalisation**

Afin d'atteindre les priorités précédemment décrites, le projet Arenal s'est doté de quatre programmes: utilisation et gestion viable des ressources naturelles; développement de projets microlocaux; éducation environnementale; écotourisme. Afin de bien cerner la portée de ces différents programmes dans le processus de développement local viable des communautés, les grandes orientations sont ici soulignées:

#### **L'utilisation et la gestion viable des ressources naturelles**

Ce programme répond à la nécessité de motiver et de consolider des formes alternatives d'utilisation des ressources naturelles. Le contexte socioenvironnemental de cette aire présente des problèmes aigus d'utilisation des terres, de déforestation et de pollution par les déchets solides. Ce programme s'inspire et s'harmonise aux différentes stratégies nationale (ECODES) et internationale (UICN et WWF) portant sur le développement durable. A l'heure actuelle, le principal résultat de ce programme est le plan général d'utilisation du sol<sup>24</sup>. De plus, ce programme est à l'origine de l'information des populations locales en vue de

l'utilisation du plan, d'activités de démonstration<sup>25</sup>, d'une banque de données et la consolidation d'un réseau d'information.

#### Le développement de projets microlocaux

Ce programme apporte aux groupes communaux de l'assistance technique pour susciter ou préparer des propositions de projets de développement. Cette assistance permet d'améliorer la solidarité communautaire, de développer les capacités d'échange et de consolider les communications entre les communautés et de consolider les programmes encourage la création de projets qui répondent aux besoins identifiés par les communautés. Les projets couvrent les secteurs de la reforestation, de l'artisanat écologique, de l'installation de brise-vent, des plantations de café et de plantes ornementales.

#### L'éducation environnementale

Ce programme peut se définir comme étant l'interaction des différentes disciplines et expériences éducatives permettant d'apporter une meilleure connaissance des ressources naturelles et de leur utilisation. Des campagnes ou des ateliers d'éducation environnementale permettent de renseigner les leaders communaux, les éducateurs et les groupes communautaires<sup>26</sup> sur des expériences et des solutions novatrices.

#### L'écotourisme

Le Costa Rica est reconnu pour la beauté de son paysage naturel, sa diversité biologique et sa pratique de l'écotourisme. Le programme vise la promotion de formules économiques qui permettent l'exploitation de la ressource naturelle dans un esprit de gestion et de développement des activités touristiques et récréatives qui respecte également la protection de l'environnement.

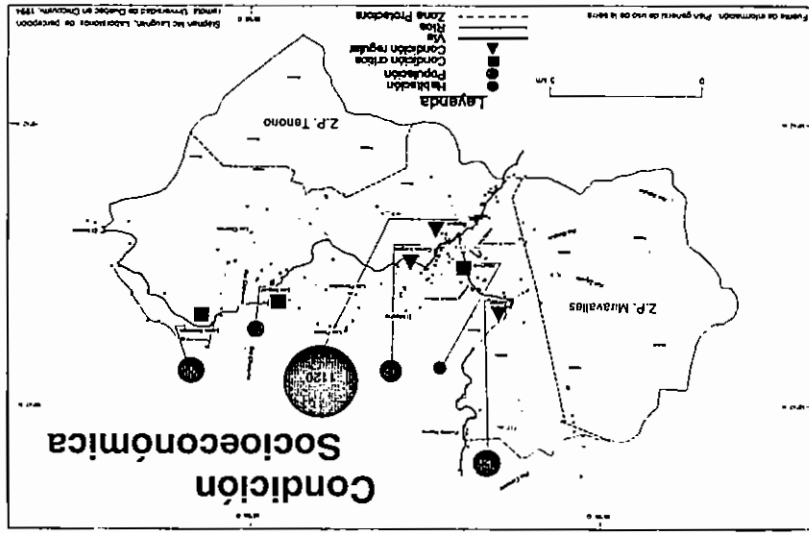
#### Les initiatives de développement viable de Bijagua

Dans l'ensemble, depuis le début des opérations (1991), le projet Arenal a suscité la mise en place de plus d'une dizaine de microentreprises de type coopératif ou associatif. Parmi ces projets, deux se réalisent dans le district de Bijagua, secteur d'intervention prioritaire pour le projet Arenal. Ce district se compose de sept communautés pour un total de 3205 habitants. Il se caractérise principalement par la présence de deux vastes territoires protégés: la réserve forestière du volcan Miravalles ainsi que celle du Ténorio. Ces territoires protégés restreignent les territoires voués à l'agriculture, ce qui est source de conflit entre les communautés et les intervenants du gouvernement. La principale activité de production est la pratique agricole d'autosubsistance. Les conditions socio-économiques dans le district varient de critique (Santo Domingo, Flores, San Miguel, Piñón, Areno) à normale (Bijagua, Carlos Vargas et Zapote)<sup>27</sup>.

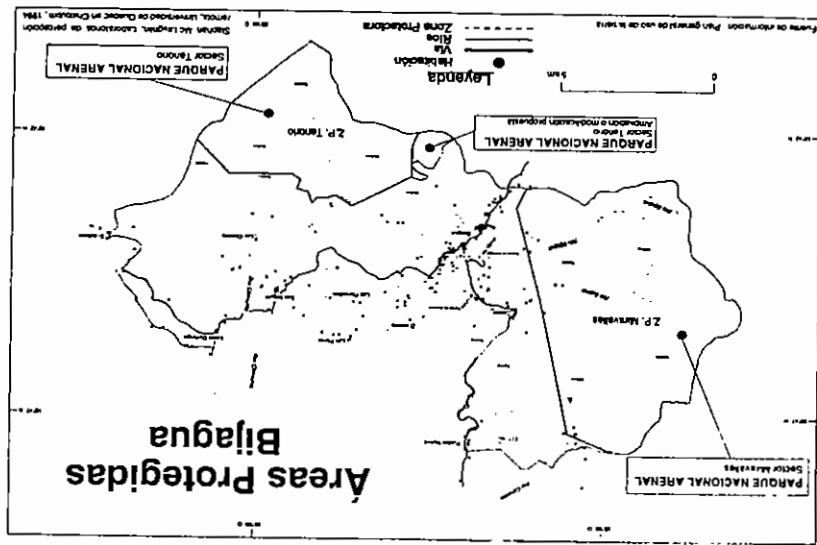
#### Le projet de crédit et de développement rural pour les petits producteurs de la zone nord

L'objectif de ce projet est d'augmenter le niveau des revenus d'exploitation en augmentant la production agricole des petits producteurs. Le projet se divise en cinq composantes: le crédit agricole supervisé, l'extension agricole, la commercialisation, l'accèsion des femmes à la propriété foncière et, enfin, la création d'une unité de coordination et de suivi. C'est principalement par le biais des plans de crédits, offrant des conditions avantageuses aux agriculteurs, que se concrétise ce projet. Finalement, mentionnons que plusieurs organismes gouvernementaux interviennent dans la réalisation de ce projet, afin de procurer une assistance technique, faciliter une commercialisation et l'intégration des femmes dans l'économie locale.

Carte 3



Carte 2



### **Le projet d'auberge écotouristique de l'Association «bijaguyaienne» d'agriculteurs (ABIPA)**

Il y a moins d'un an s'est réuni un groupe de douze agriculteurs afin de mettre sur pied un projet d'auberge écotouristique, couvrant une superficie de 69 hectares et offrant un réseau de sentiers en milieu naturel et agrotouristique. Ce projet créera de l'emploi pour environ une cinquantaine de personnes chez une douzaine de familles d'agriculteurs. Le projet permettra de diversifier l'économie ainsi que de conserver et gérer la forêt. Récemment, le projet a reçu une assistance financière et technique du projet Arenal.

\*\*\*

Concluons en deux points. Premièrement, il y a une volonté dans l'orientation du projet Arenal de susciter des initiatives microlocales de développement viable, par le biais de la participation des populations locales à la mise en valeur «douce» des ressources, telle la vocation écotouristique. Les initiatives microlocales de prise en charge du développement, répondant aux besoins des communautés, sont encouragées et soutenues financièrement. Il est aussi intéressant de constater que cet encouragement favorise certains groupes traditionnellement défavorisés, à savoir les femmes et les petits agriculteurs.

Toutefois, nous avons pu observer que cette participation relevait davantage de l'assistance technique, de l'animation que de l'intégration des populations locales à la prise de décision quant à la maîtrise du territoire ou encore face aux orientations du projet Arenal. On n'a guère constaté d'approche partenariale dynamique entre les acteurs sociaux dans la première phase du projet, soit entre 1992 et 1994. Cette lacune semble toutefois avoir été comblée par la création d'un Conseil local interinstitutionnel de l'ACA (janvier 1994), comprenant des représentants des institutions privées et publiques ainsi que des associations locales.<sup>28</sup>

Paradoxalement, plusieurs décisions qui affectent lourdement le territoire, telles la construction de barrages et de réservoirs hydroélectriques et même la création des aires de conservation, sont prises

de façon sectorielle et dans la capitale, sans que des mécanismes de consultation publique soient mis en oeuvre pour assurer la protection des ressources et du mode de vie traditionnel des populations locales.<sup>29</sup> La participation à la gestion et la maîtrise sociale du territoire est aussi contrainte par des acteurs internationaux qui, par exemple, au nom de la conservation intégrale du territoire, achètent un certain nombre de terres. Et cela sans compter les nombreux promoteurs ou investisseurs étrangers, notamment américains et allemands, à la recherche d'un autre Eldorado, touristiquement vert ou non. Au-delà d'une volonté de favoriser la participation des communautés à la mise sur pied de regroupements et de microprojets de développement, il est difficile de répondre par l'affirmative à la question posée au départ. Cependant, les initiatives communautaires et d'économie sociale, suscitées par le projet Arenal, témoignent d'une amorce prometteuse quant à l'intégration des communautés à la mise en place de stratégies de développement local viable. Pour étayer davantage notre analyse, il faudrait avoir une connaissance plus fine du terrain et du poids des contraintes politico-économiques sur le processus de maîtrise sociale du territoire, condition essentielle, selon nous, à l'équité sociale, voire au développement local viable.

En deuxième lieu, pour faire le pont avec la problématique posée par le colloque 1994 de la section de développement régional de l'ACFAS, à savoir si les régions qui perdent sont en déclin, il ne faudrait pas oublier la différence entre les pays en voie de désindustrialisation et les pays en voie de développement. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il faut avant tout se sortir du schéma dualiste d'analyse classant les perdants d'un côté et les gagnants de l'autre. Il peut sans doute exister des scénarios gagnant-gagnant<sup>30</sup>. D'autant, comme le souligne Max Weber, que le pouvoir n'est jamais acquis et qu'il a la caractéristique d'être sporadique et de changer dramatiquement de direction sans préavis<sup>31</sup>. Bref, vouloir qualifier le Costa Rica de région gagnante ou perdante par rapport à l'ensemble mondial, nous apparaît très relatif, puisqu'il faudrait s'entendre sur les indices permettant de poser un tel verdict. Si, par exemple, nous utilisons l'indice composé de développement humain (IDH)<sup>32</sup>, le Costa Rica se situe en 28<sup>e</sup> position, notamment à cause de ses politiques de santé et d'éducation, ce qui ne le classe pas comme perdant dans ce palmarès. Mais, si demain, le



critère déterminant les gagnants des perdants devenait, par exemple, l'accessibilité à l'eau potable, il y a tout à parier que la carte du monde et du pouvoir serait redessinée.

#### Bibliographie

MC LAUGHLIN, S. Atlas de Distrito: Bijagua. Document interne, San José, WWF-Canada, MIRENEM, 1994. 38 pages. 10 cartes.

MC LAUGHLIN, S. La conservation des ressources au Costa Rica. Synthèse d'une revue de littérature, texte ronéotypé. Chicoutimi, 1993. 20 pages.

MIRENEM-WWF-CANADA. Perfil de Programas Prioritarios del ACA. Tilarán, 1992. 25 pages.

MIRENEM-WWF-CANADA. Plan General de Uso de la Tierra del ACA. Tomos 1 a 5. Tilarán, 1993. 378 pages.

OTTAWA, ACDI. La politique environnementale de l'ACDI en matière de développement durable. Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada. 1992. 12p.

#### Notes

1. Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), Notre avenir à tous, Québec, Éditions du Fleuve, 1988, 454 p.
2. Concernant la littérature sur ce sujet, voir Christiane Gagnon, «Les communautés face aux défis du développement local : essai de synthèse», communication présentée à Chicoutimi (GRIR/UQAC, avril 1993) et à Lyon en décembre 1993. À paraître en 1995.
3. Quant à nous, le terme viable nous apparaît plus pertinent, car il met l'accent sur les aspect qualitatifs et multidimensionnels du développement.
4. Ces observations ont été réalisées au cours de l'année 1993 lors d'un séjour effectué par

les auteurs. Stéphane McLaughlin passa quelque 6 semaines sur le terrain, dans le cadre d'un stage de formation pour l'obtention d'un baccalauréat spécialisé en géographie et aménagement de l'UQAC, sous la supervision du représentant du WWF-Canada, Claude J. Tremblay.

5. Notons que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a depuis 1992 une politique environnementale en matière de développement durable. Désormais, l'Agence entend mettre en oeuvre une programmation axée sur un développement durable reposant sur trois concepts: 1) le fondement écologique du développement, 2) la valeur économique de l'environnement et 3) les rapports entre la pauvreté, la dynamique des populations, la consommation des ressources naturelles et la dégradation environnementale.
6. Ministère des Richesses naturelles, de l'Énergie et des Mines du Costa Rica. Ce dernier a la responsabilité du secteur environnement.
7. L'objectif n'est pas de présenter toutes les caractéristiques géographiques, sociales et économiques nationales.
8. Pour un constat d'écart entre le discours sur le développement viable, la politique québécoise et l'industrie de l'aluminium, voir Christiane Gagnon, «Développement viable, politique québécoise et industrie de l'aluminium», Revue canadienne des sciences régionales, vol. XIV, no 2 (1991) : 233-253.
9. Soulignons à cet effet, les efforts d'un certain nombre de villes canadiennes pour introduire un changement dans leurs pratiques de planification municipale. Voir V.W. Maclaren et C.F. Marchand, «Le développement durable dans les villes canadiennes : une revue des initiatives municipales», communication présentée à Lyon en décembre 1993, 14 p.
10. Dans la récente Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (1993), Ottawa a enchaîné le concept de développement durable.
11. La Banque mondiale tente d'éclairer les liens entre qualité de l'environnement et pauvreté. Voir Banque Mondiale, La Banque mondiale et l'environnement. Exercice 1993. Washington, Banque Mondiale, 1994, 218 p.
12. Christiane Gagnon, La recomposition des territoires. Développement local viable, Paris, L'Harmattan, 1994.
13. Là-dessus, la CMED tout comme la Banque Mondiale sont explicites: «Pour répondre aux besoins essentiels, il faut réaliser tout le potentiel de croissance; le développement soutenable nécessite de toute évidence la croissance économique là où ces besoins ne sont pas satisfaits», voir CMED, op. cit., p. 52.
14. San José, ministerio de Recursos naturales, Energía y Minas (MIRENEM) y C. Quesada Mateo, Estrategia de Conservacion para el Desarrollo Sostenible de Costa Rica, San

- José, Servicios Litográficos, 1990, 162 p. Traduction : Stratégie de conservation pour le développement durable au Costa Rica. Le MIRENEM, l'Union internationale pour la conservation de la nature et l'Université du Costa Rica ont travaillé en étroite collaboration à partir de mars 1987 pour établir une telle stratégie. Une méthodologie systématique a servi à la préparation d'études sectorielles et à leur intégration pour la planification de stratégies de conservation.
- ECODES est le résultat non seulement d'une collaboration entre les organismes ci-haut mentionnés, mais d'un processus relevant d'une participation volontaire de plus de 150 professionnels et d'échanges lors d'un Congrès national public (1988) où environ 1000 personnes ont discuté la Stratégie.
15. Traduction libre, San José... op. cit., p. 7.
  16. San José... op. cit., pages 1-59.
  17. Ibid., pages 5-42.
  18. M.A. Camacho, M. Trivelato et E.V. Ména (éds), Participación comunal para el desarrollo sostenible. Alternativas metodológicas, Heredia, Departamento de Publicaciones de metodologías, Heredia, Departamento de Publicaciones de la Universidad Nacional, 1992, p. 15.
  19. Une entente bilatérale de développement soutenable a été signée le 11 juin 1992 à Rio de Janeiro. Cette entente prévoit, entre autres choses, la participation des divers secteurs de la société civile aux diverses commissions découlant de cette convention en vue de soutenir un modèle alternatif de développement.
  20. Document interne du projet Arenal, MIRENEM-WWF-CANADA, Executive Summary, Tilaran, pages 1-5.
  21. Plusieurs agriculteurs ne détiennent pas de titres légaux pour leurs terres.
  22. Présentement, le flux de visiteurs est trop haut compte tenu des possibilités d'accueil.
  23. Les dirigeants du projet Arenal entendent apporter une attention particulière à la situation des groupes de femmes en milieu rural.
  24. Le plan général d'utilisation du sol s'accompagne d'un document de travail, l'Atlas de district, permettant une représentation cartographique à plus grande échelle qui synthétise tant les aspects physiques de l'environnement que les aspects socio-économiques.
  25. Ces activités sont une sorte de laboratoire expérimental où les fonctionnaires font une démonstration de certaines pratiques de protection de l'environnement. À titre d'exemple, soulignons l'activité du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) qui est responsable d'un projet de brise-vent visant à minimiser les effets de l'érosion éolienne sur les sols.

26. Ces problèmes se répercutent sur les générations présente et future; ils ne sont pas étrangers au mouvement d'exode vers la ville auquel font face les communautés de l'A.C.A.
27. C. Jones León, Diagnostico socio-productivo : Distrito Bijagua, San José, Area de Conservacion Arenal et Proyecto de Conservacion y Desarrollo Arenal, 1992, 25 p.
28. Les associations sont largement présentes dans l'exécutif de ce même Conseil.
29. C'est aussi le cas des indigènes de la région de Talamanca au sud du Costa Rica qui doivent actuellement faire face à la menace de leur mode de vie par la construction d'un barrage hydroélectrique. R.A. Swalby, « Los pueblos indígenas, los recursos naturales y el desarrollo », communication présentée à Montréal dans le cadre du colloque international sur les peuples indigènes et l'eau, 1994.
30. C. Gagnon, P. Hirsch et R. Howitt, « Can SIA Empower Communities? », Review of Environmental Impact Assessment, vol. 13, no 4 (1993) : 229-253.
31. M. Weber, Economy and Society, New-York, Bedminster, 1922, p. 53.
32. Cet indice a été composé par les Nations-Unies. Voir H. Henderson, «New Indicators for a changing World», Ecodécision, (juin 1992) : 60-63.